



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Ce 11 octobre, des fonctionnaires dénoncent la politique du ministre Bacquelaine sur ses terres, à Chaudfontaine !

Lors du marché communal de Chaudfontaine, les délégués de l'UNSP – Secteur Finances vont dénoncer la politique du gouvernement fédéral et en particulier du ministre des Pensions, Daniel Bacquelaine, candidat bourgmestre de la commune.

Depuis quelques semaines, de nombreux candidats aux élections communales et provinciales vont à la rencontre de la population, notamment lors des marchés communaux. Ils y détaillent leurs programmes, projets, et parfois font le bilan de la précédente législature.

Ce 11 octobre à Chaudfontaine, lors du marché communal des saveurs, des délégués de l'UNSP -Secteur Finances, fonctionnaires au sein du SPF Finances, vont aller à la rencontre des habitants de la commune pour dresser avec eux le bilan du gouvernement fédéral et en particulier du ministre des Pensions.

Aubry Mairiaux (président de l'UNSP – Secteur Finances) :

Au cours des dernières années, le ministre Bacquelaine et ses collègues du gouvernement fédéral n'ont cessé de désinvestir dans la Fonction publique fédérale et notamment au SPF Finances : diminution drastique du personnel, économies aveugles, fermetures de nombreuses implantations...

Le résultat : une dégradation automatique du service offert à la population.

Les citoyens doivent effectuer des déplacements de plus en plus longs pour se rendre dans un bureau du SPF Finances, bureau devant lequel bien souvent les files d'attente s'allongent, par manque de personnel, mais aussi suite aux défaillances informatiques.

De même, la lutte contre la fraude fiscale n'a cessé de régresser. Moins d'agents contrôleurs, moins de contrôles et donc automatiquement moins de rentrées liées à cette lutte contre la fraude fiscale.

Et qui doit compenser ce manque à gagner ? Les citoyens lambda, à travers les impôts et autres taxes...

Aujourd'hui, nous allons expliquer tout cela aux habitants de Chaudfontaine.

Nathalie Lekeux (secrétaire générale de l'UNSP – Secteur Finances) :

Pour rappel, la moyenne des pensions en Belgique est inférieure à la moyenne des pensions des pays membres de l'OCDE et de l'Union européenne.

Au lieu de réduire les pensions de la Fonction publique, ce sont donc les pensions légales du secteur privé et, plus encore, celles des indépendants qu'il faut revaloriser !

Pourquoi les benchmarks européens ne fonctionnent-ils qu'à la baisse ? La réforme actuelle ne fera qu'appauvrir tout un chacun ! Demain, la sécurité sociale sera mise à mal avec des pensions aussi basses.

Nos pensions sont finançables à condition de faire un choix sociétal, de mettre un terme aux économies réalisées dans la sécurité sociale et de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

De même, il faut tenir compte de la pénibilité de certains métiers. Au SPF Finances, nous pensons particulièrement aux douaniers.

Le ministre Bacquelaine nous demande de lui faire confiance. Mais comment serait-ce possible, alors qu'il n'est même pas capable :

- *de tenir ses promesses*

Lors de la campagne électorale précédente, voici ce que Charles Michel écrivait à l'UNSP – Secteur Finances : le MR ne souhaite pas relever l'âge légal de la pension.

Une promesse balayée du revers de la main par le ministre des Pensions, appartenant pourtant au même parti !

- *de publier un arrêté permettant de résoudre les problèmes du passé*

En effet, alors qu'un arrêté a été négocié il y a de nombreux mois afin de résoudre une anomalie pour la pénibilité reconnue de certains métiers de la douane, les ministres (Finances et Pensions) ne daignent pas publier cet arrêté !

- *de faire, avec ses collègues du parlement, l'effort qu'il impose au reste de la population*

Un système de pension unique, alors soit, mais pour tout un chacun, sans oublier les parlementaires !

Adresse du Marché : Place André Musch à 4053 Chaudfontaine (Embourg)